

Que ferait Egon?

André Bleicher

Zbigniew Brzezinski, le conseiller en affaires étrangères de Jimmy Carter, avait prédit en 1999, qu'une guerre à venir pouvait éclater autour de l'Ukraine. John J. Mearsheimer aussi signalait déjà, il y a 15 ans de cela, que des conflits d'intérêts autour de la flotte russe stationnée en Mer noire et du port de Sébastopol, pouvaient devenir les éléments déclencheurs d'un nouveau conflit est-ouest. Tous deux, Brzezinski et Mearsheimer, sont des représentants de l'école réaliste de la politique étrangère ; Mearsheimer y représente avant tout le réalisme offensif, qui part du fait qu'un état ne peut d'abord se croire sûr, que s'il domine le système international de manière hégémonique. Tous deux avaient vu que le conflit entre la Russie et l'Ukraine pouvait proliférer en un grand conflit qui dût être vidé par les USA et l'OTAN, étant donné que l'UE n'était pas en situation de pacifier un tel conflit. Considérée à la lumière de l'agression de la Russie sur l'Ukraine, la position du réalisme offensif semble avoir raison, avec la conséquence que la guerre froide et le combat pour l'hégémonie mondiale pourraient connaître une nouvelle édition — L'histoire se répète, si fait !

Changement de perspective : dans la nuit du 21 août 1968 quelques 500 000 soldats russes du Pacte de Varsovie envahissaient la Tchécoslovaquie et s'emparaient en quelques heures des lieux stratégiques importants. Au *Printemps de Prague*, possiblement à l'ultime opportunité du camp du socialisme d'état d'entamer une réforme très profonde de sa politique il fut ainsi violemment mis fin. Un an après, vint l'échéance des élections au *Bundestag* de 1969, une coalition sociale-libérale parvint au gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et accomplit un retournement de situation dans la politique extérieure et celle de la sécurité : "Changement par rapprochement", cette formule, de nombreuses fois citée par Egon Bahr, marqua un tournant de "*real Politik*", que celui-ci avait déjà conçu dans le discours devenu célèbre de Tützing, en 1963. Bahr argumentait en son temps que la doctrine politique de la Guerre froide, qui consistait à répondre à la pression par une contre-pression, a eu pour effet ultime de mener à une rigidification complète des relations. Veuillez-t-on rompre cette torpeur, il s'en dégage une politique du "tout ou rien" et tout commence ainsi, y compris le fait d'introduire les intérêts du parti d'autrui ou adverse dans ses propres calculs.

En 1969, Egon Bahr et Willy Brandt durent tenté le tout pour le tout en cherchant à établir une base de discussion avec l'Union soviétique, avec ces mêmes acteurs qui avaient réprimé le *Printemps de Prague* moins d'un an auparavant. Renoncement à la violence, respect de l'inviolabilité des frontières en Europe, réduction des tensions, maintien de la paix et collaboration inter-blocs sont les principes directeurs de ce qu'on a appelé la nouvelle *Ostpolitik* du gouvernement so-

cial-libéral. L'accord que Egon Bahr négocia en 1970, pour la République fédérale avec l'Union soviétique y prend une importance décisive. Le traité de Moscou, que signèrent au Kremlin, Brandt et Scheel, aplanit la voie pour les traités de l'Est plus amples, avec la Pologne en 1970, la RDA en 1972 et la Tchécoslovaquie en 1973, ainsi que pour l'accord des quatre puissances sur Berlin en 1971. On a souvent tourné en dérision Willy Brandt et Egon Bahr comme des idéalistes (de gauche). À partir de la vision anthroposophique des choses, Christoph Lindenberg (1984, pp.173 et suiv.) a critiqué ces Traités de l'est, parce que d'un côté, certes, ils étaient portés par la nostalgie des Allemands d'une réconciliation avec la part orientale de la nation, mais ils ont facilité celle-ci, par un tour de passe passe d'étiquettes, pour préciser à l'instar d'une oeuvre contractuelle qui a renforcé la position hégémonique de l'URSS. Or, cela n'est que partiellement pertinent, d'une part, comme on peut en lire la preuve chez Horst Ehmke (1994, pp.136 et suiv.) — lequel démontre que les traités avec les autres états est-européens furent façonnés de leur côté avec l'intention d'améliorer le statut d'autonomie de ces partenaires. D'autre part, cette position recélait le fait que les traités de l'Est — changement par rapprochement — ont placé les partenaires contractants aussi dans un système de concurrence, que les démocraties libérales n'avaient nullement besoin de redouter (ainsi l'argument de Ehmke à l'encontre de Franz Josef Strauß) et qui devait finir par ébranler la position de l'URSS.

Il faut se demander avant tout si cette critique était réellement valide. À partir d'une perspective d'éthique de conviction et sous la prise en compte d'un concept, comme celui des *points essentiels de la question sociale*, ce que cette critique vise est compréhensible, pour le préciser : la différenciation fonctionnelle et le démantèlement de toute position hégémonique. Egon Bahr a exposé, à de nombreuses reprises, qu'il avait parlé dans les négociations avec ceux qui lui avait été donné de rencontrer. Et donc avec Brejniev, Gomulka, Ullbricht et d'autres, bref : avec les hommes au pouvoir et leurs états majors. Dans ce sens, la position de Egon Bahr s'avère donc pareillement comme une éthique de *real Politik* et — à la différence de la position de ses critiques — et aussi comme une éthique de *responsabilité*.

Max Weber, duquel provient cette distinction entre éthique de conviction et éthique de responsabilité, caractérise celle-ci [c.-à-d. : la "distinction", *ndt*] de la manière suivante :

"*Nous devons être au clair que toute action orientée éthiquement peut se trouver sous deux maximes fondamentalement différentes l'une de l'autre, qui sont non-transposables (unausragbar) et contraires : l'action peut être orientée par une "éthique de conviction" ou par une "éthique de responsabilité". De sorte qu'une éthique de conviction avec une absence de responsabilité ne serait pas identique à une éthique de responsabilité avec une absence de conviction. Il n'est pas question de cela. Mais c'est une opposition abyssale de savoir si l'on agit sous la maxime d'éthique de conviction — exprimé religieusement — "Le chrétien fait ce qui est juste et remet le succès à Dieu", ou bien sous celle d'éthique de responsabilité : "de sorte qu'on doit dès lors assumer les conséquences (prévisibles) de ses actes". (Weber 1972, p.70)*

C'est bien d'avoir agi en assumant les conséquences de son acte qui caractérisa la politique d'Egon Bahr. Il décrit à plusieurs reprises que, dans une négociation qui dura presque deux ans, il ressentit un poids oppressant de responsabilité politique peser sur ses épaules. Mais, et cela le distingue de Brzezinski ou de Mearscheimer, non pas ici, dans la stabilisation d'une position hégémonique, mais bien plus au sens d'un développement vers plus d'autonomie et de liberté. Le succès de la politique de détente dans les années 1970 et 1980 montre que cette évolution a permis de sortir un peu de la Guerre froide, mais le fait que les succès de la politique de détente aient été gâchés à la légère, dans l'ivresse des démocraties libérales des années 1990 c'est une autre histoire.

La situation en Ukraine n'est pas à mettre au même niveau que la situation qui suivit l'intervention en Tchécoslovaquie. Avant tout, non pas pour la raison que l'Ukraine ne veuille pas être dépendante d'une hégémonie de la Russie, comme c'est actuellement le cas pour la Biélorussie par exemple. Et les voix se multiplient qui exigent, dans l'esprit de Mearscheimer, que le conflit soit réglé à présent ; le président polonais a déjà demandé une intervention de l'OTAN. La position de la *real Politik* offensive se dessine donc nettement ici. On peut toutefois se demander si les pays occidentaux, et en particulier les Etats-Unis, peuvent renoncer à leurs propres intérêts et s'aligner sur ceux de l'Ukraine. Le jeu de Falin et de Bahr (voir l'*interview* avec Friedrich Glasl [SIABSPFG122.pdf *ndt*]) permet de reconstituer la position d'autrui et de son action. Pour l'Ukraine, la guerre est une catastrophe humaine, sociale et économique. Malgré toute sa bravoure, elle ne parviendra pas, selon toute vraisemblance, à gagner cette guerre. La Russie s'est cependant complètement trompée dans ses calculs : les troupes russes n'ont pas été accueillies en libératrices du pays, un rapide triomphe vraisemblablement attendu n'a pas pu être obtenu. Le combat urbain exige un lourd tribut de sang et peut éventuellement conduire à un massacre épouvantable de la population civile, ce qui rendrait sa propre position absolument indigne de foi. Cette guerre est également un fardeau pour l'Occident : de nature économique, politique et prochainement social aussi, sur la base des flots de réfugiés attendus (Ceci vaut aussi ensuite même si l'aide bienvenue est maintenue).

Bref, Il est urgemment temps de rechercher une solution de paix et ce devrait être donc, la voie que Egon Bahr avait inaugurée. Dans ce sens il est presque tragique qu'aucun homme politique occidental n'ait fait de proposition sur la manière de finir cette guerre. De Poutine ceci n'est pas sans plus à attendre de sa part. Uniquement Emmanuel Macron semble s'approcher d'une position éthique responsable; il faut regretter dans cette mesure, qu'il se trouve en pleine campagne électorale. Volodymyr Zelenski, le président ukrainien, par contre, est en train de se surpasser. Il continue le dialogue avec le côté russe et s'annonce prêt à négocier avec Poutine, il recherche un soutien auprès du premier ministre israélien et du président turc pour accélérer la négociation d'un accord de paix.

La *real Politik* offensive mise sur la tension et la mise au niveau de l'armement comme solution à la confrontation. Or les voix de ceux qui misent sur la détente et le désarmement ne sont pas intelligibles. Dans cette mesure la situation res-

semble à celle de l'époque de la construction du mur de Berlin, en 1961 et à l'entrée des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, en 1968. Qu'une épisode de détente succède en Ukraine, semblablement à celui d'après l'invasion de la Tchécoslovaquie, cela apparaît plutôt invraisemblable actuellement. Ce serait bien qu'en Europe en particulier les sociaux-démocrates, mais aussi des politiques d'autres couloirs et bords, se posent la question: *Que ferait Egon Bahr ?* [en pareilles circonstances, *ndt*]

Sozialimpulse 1/2022.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Littérature :

Ehmke, Horst (1994) : *Mittendrin. Von der Großen Koalition zur deutschen Einheit [En plein dedans! De la grosse coalition à l'unité allemande]* Berlin.

Lindenberg, Christoph (1984) : *Von geistigen Ursprung der Gegenwart. Studien zur Bewusstseins geschichte Mitteleuropas [De l'origine spirituelle du temps présent. Étude au sujet de la conscience historique de la Mitteleuropa]*, Stuttgart.

Weber, Max (1992) : *Politik als Beruf [La politique comme profession]*, Stuttgart.



Conséquences pour les relations entre la Russie et l'Occident après l'attaque de l'Ukraine

Wolfgang Rau, Stefen Padberg

Personne n'avait tenu cela encore pour possible — et pourtant une guerre domine en Europe, dans une dimension qui passait pour exclue jusqu'à présent. Le gouvernement russe, sous Vladimir Poutine, donna l'ordre d'attaquer l'ensemble de l'Ukraine le 24 février dernier. Quoique les préparatifs russes de cette attaque fussent connus et la laissassent prévoir, une telle invasion surprit presque tout le monde. De sorte que même l'Ukraine menacée, avait renoncé jusqu'alors à une mobilisation générale pour ne pas donner précisément occasion et motif d'une attaque russe.

Deuxièmement, il est frappant de constater la rapidité avec laquelle les pays d'Europe occidentale et centrale réagissent à cette guerre en prenant des mesures qu'ils (et d'autres) jugeaient également impossibles auparavant : sanctions économiques, livraisons d'armes [défensives, *ndt*], accueil des réfugiés et nouveaux endettements des états, dans une ampleur jamais connue jusqu'à présent furent concertées, décidées, prises et transposées en quelques jours, malgré les charges et risques considérables, elles ont été majoritairement soutenues — jusqu'à présent — par les populations européennes. La brisance de la situation internationale semble donc être devenue évidente pour la plupart des gens.

Il est vrai qu'au plan international, de nombreux états ne s'associent pas à ces sanctions, et avant tous les autres, la Chine et l'Inde qui représentent, rien qu'à eux-deux, quelques 2, 5 milliards d'êtres humains. Ainsi non seulement l'issue de cette guerre est incertaine mais plus encore ses répercussions sur les relations internationales — et c'est la troisième caractéristique — et sur les processus économiques restent largement ouvertes. Les intentions de découplages dans le domaine des approvisionnements énergétiques traîneront derrière elles une chaotisation dans le domaine de la formation des prix du pétrole, du gaz et du charbon, qui se répercuteront à leur tour sur le niveau général des prix, les tendances inflationnistes et finalement sur le standard de vie à l'ouest, comme aussi globalement au Sud [où la paralysie agricole de l'Ukraine [Черная полоса, ndt] peut entraîner des famines, ndt]. Certes tous les acteurs décisionnels importants, états, entreprises comme les organisations internationales, savent que dans les questions d'économie, de sécurité et de durabilité **nous sommes tous interdépendants**. Mais les multiples scénarios plus ou moins menaçants avec lesquels nous sommes confrontés actuellement, sont si grands qu'il ne semble plus guère prédictible de dire lequel s'imposera. On peut donc avoir l'impression que l'humanité n'a plus son propre avenir en main.

Chez les responsables politique, scientifiques et médias dans le monde occidental ce qui domine ce sont des amorces d'explications qui attribuent toute la faute, soit sur Poutine ou bien sur le "système Poutine". La seule et unique faute de l'Occident serait, dit-on, d'avoir sous-estimé la dangerosité du gouvernement russe. À côté des motifs de simple revanche ou de grande puissance, ce qui est attribué à tort, avant tout au refus ou bien même à la peur, devant les systèmes sociétaux démocratiques libéraux. De fait il y a de nombreuses indications dans ce sens. Rares sont en vérité ceux ceux qui se font une idée sur la manière ambivalente dont se comporte le peuple russe vis-à-vis de ces motifs. Sur la base de la propagande globale du gouvernement russe, ainsi que de l'oppression massive des médias libres, repose la présomption que la majorité de la population russe — dans les informations loyales — n'acceptent pas cette guerre et s'opposeraient à leur propre gouvernement [si seulement ils pouvaient le faire, ndt]. Il est confirmé par de nombreux observateurs que, pour le moins la partie informée du peuple russe s'oppose plutôt à cette guerre. Cette situation est différente que lors de l'annexion de la Crimée en 2014, qui avait rencontré un vaste soutien dans l'opinion publique russe. Malgré cela on doit constater d'une manière réaliste — et ce serait la quatrième caractéristique — qu'une réforme démocratique, ou bien même une subversion, n'est guère à reconnaître en Russie.

Quelles conséquences s'ensuivent ? Doit-on durablement opposer une fin de non-recevoir à un engagement de la Russie dans une architecture européenne de sécurité ou plus exactement dans une architecture de politique mondiale de sécurité ? Il faut réfléchir que les membres de la CEI existeront aussi après cette guerre au voisinage immédiat au reste de l'Europe. Ils continueront de commercer et de collaborer à la politique internationale, de vivre en sécurité et voudront culturellement construire un pont entre l'Asie et l'Europe.

C'est par conséquent une réflexion fondamentale qui est requise chez ceux qui portent des responsabilités en politique, science et médias. Il faut une attitude qui n'identifie pas simplement la Russie comme une adversaire, mais qui éclaire objectivement et questionne ses propres comportements et intérêts, oui en effet, nos principes propres dans leur ambivalence. On a besoin d'un ajustement qui avec cela ne se satisfasse pas de mettre en exergue les fautes publiques des élites russes et de rechercher la sécurité rien que dans un renforcement de l'armement et de l'intimidation mais qui se préoccupe au contraire de savoir comment les représentations politiques et économiques occidentales ont agi en et sur la Russie.

La transformation du secteur public de l'économie russe selon les purs principes de l'économie de marché mena, dans la Russie de Eltsine des années 90, à un appauvrissement sans exemple avec un enrichissement simultané de quelques oligarques, pour la plupart d'anciens fonctionnaires d'état ou du parti qui opèrent selon la devise: "*l'occasion fait le larron*" et qui se sont assurés la mainmise sur les entreprises industrielles et les biens nationaux. C'est seulement avec la présidence de Vladimir Poutine à partir de 2000, qu'un certain ordre revint et put stopper la pauvreté et en partie l'inverser. De cette manière, les principes économiques libéraux occidentaux ont contribué à l'ascension politique de Poutine et de ses compagnons de cordée, qui s'est déroulée avec un large soutien de la population russe.

D'un autre côté, il vaut de dire que l'évolution, qui mena à la guerre contre l'Ukraine, n'est pas à ramener uniquement aux défaillances politiques économiques et sécuritaires occidentales. L'historien Timothy Snyder attire l'attention, depuis quelques années déjà, sur le fait que le penser "eurasien" s'est fortement répandu dans les élites de la Russie. Le penser politique de Ivan Iline, incité par le *fascisme italien*, était complètement oublié en Russie. Mais après le tournant du millénaire il connut une renaissance remarquable [*revival*, en anglais dans le texte, ndt]. Il y eut de nombreux cercles de lecture qui étudiaient en détail ses ouvrages, en particulier *Nos tâches*. Sur un temps relativement bref, toutes ses œuvres furent republiées. Les archives avec sa succession, qui se trouvaient en Amérique, furent rachetées et ramenées en Russie. Son cadavre (*Leichnam*) fut exhumé et ramené en Russie où il fut ré-inhumé avec les honneurs militaires et la bénédiction du patriarche de Moscou [lequel est un simple employé du Kremlin, ndt]. Le président Poutine orne régulièrement sa tombe de fleurs et cite Ivan Iline à chaque occasion, où il fait quelque chose d'inhabituel, décrit Snyder. Selon sa manière de voir, il tombe sous le sens que Iline a influencé le penser dans de vastes cercles de l'élite russe.

La question fondamentale de la culture russe c'est depuis des siècles : Sommes-nous une partie de l'espace culturel et historique de l'Europe ? Ou bien sommes-nous un espace culturel proprement eurasien, qui doit se démarquer de l'espace culturel occidental ? Au cours de l'histoire russe, la réponse fut tantôt recherchée d'un côté ou tantôt de l'autre. Le monde idéal des idées eurasiennes d'Ivan Iline qu'il a développées avant tout dans les années 1920 et 1930, ne peut pas être retracé ici *en détail*. Pour autant : son eurasisme renferme la nécessité que la Russie dût traverser une phase

de purification intérieure du bolchevisme. Selon lui, le bolchevisme serait une idéologie occidentale inconvenante pour la Russie. Ce concept de purification intérieure [*catharsis, ndt*], montre plutôt le geste de l'Eurasien réglant classiquement ses comptes (à l'occasion de quoi, cela dit en passant, il ne serait d'ailleurs pas venu à l'esprit d'Iline que cette phase de nettoyage puisse être mise en scène par un ancien agent du KGB).

À la différence d'Iline, des propagandistes eurasiens d'aujourd'hui, comme Alexandre Dugin, prêchent un combat contre "l'homophilie" "efféminée" du libéralisme de l'Occident et surhaussent la Russie comme la puissance qui en libérerait l'Occident, voire qui dût même le faire. Or dans les droites européennes, le penser de Dugin est estimé positivement et d'après nos échelles de mesures, on doit même le considérer comme fasciste. La question se pose donc de savoir dans quelle ampleur se répand cet eurasisme agressif tourné contre l'Occident dans les élites russes.

On doit redouter qu'il ne soit pas suffisant, si l'Occident change son attitude politique et économique vis-à-vis de la Russie, qu'avec cela revienne l'ordre sécuritaire habituel en Europe. Il se pourrait aussi que l'évolution amorçât plutôt une phase de retrait et d'isolement russes de l'Occident, avec toutes les conséquences d'une dévolution économique dans une mesure gigantesque. Car les répercussions de la guerre pour la Russie et sa population seront telles qu'il n'y aura plus à imaginer d'aventures guerrière avant longtemps.

Après la guerre la communauté internationale des états devra se poser la question de comment parvenir à regagner cette Russie-là pour un développement économique, politique et culturel. À cette occasion, il ne sera plus question d'une démocratisation de la Russie selon le modèle occidental et de son intégration dans une économie mondiale fonctionnant selon les principes impitoyables de la concurrence. Bien au contraire, l'économie russe devra être protégée un certain temps si la modernisation durable de l'économie russe de l'extraction des énergies fossiles carbonées est censée s'y implanter. Le savoir-faire [*know-how, birk!* en anglais dans le texte, *ndt*] et le capital nécessaires ne pourront être mis à disposition que par l'Occident et la Chine, mais **sans devoir provoquer de nouveau le chaos économique et l'appauvrissement de la population** [soulignement en gras du traducteur]. Quand bien même cela nous soit difficilement représentable, pour nous en Europe, il faut bien voir qu'une Russie isolée et appauvrie pendant des décennies serait tout aussi inactuelle que la présente guerre en Ukraine.

Sozialimpulse 1/2022.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Sources:

Timothy Snyder (2016)/ *Ukraine und Russia in a fracturing Europe*, <https://www.youtube.com/watch?v=dfduV68C1Jk> consulté le 27.3.2021.